

Convention collective départementale

IDCC : 1967. – **INDUSTRIE DES MÉTAUX
(BAS-RHIN)**
(4 avril 1996)

(Bulletin officiel n° 1997-4 bis)

*(Etendue par arrêté du 25 juin 1997,
Journal officiel du 6 juillet 1997)*

■ *Journal officiel* du 21 février 2006

**Arrêté du 10 février 2006 portant extension d'un avenant à
l'article 17 de l'avenant « ouvriers, employés, techniciens, agents
de maîtrise » de la convention collective de l'industrie des
métaux du Bas-Rhin**

NOR : SOCT0610396A

Le ministre de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement,

Vu les articles L. 133-1 et suivants du code du travail ;

Vu les arrêtés du 25 juin 1997 et les arrêtés successifs, notamment l'arrêté du 9 octobre 2003, portant extension de la convention collective de l'industrie des métaux du Bas-Rhin du 4 avril 1996 (composé des clauses communes, de l'avenant « ouvriers, employés, techniciens, agents de maîtrise », de l'avenant du 22 juin 1993 relatif aux rémunérations annuelles effectives garanties) et des accords la modifiant, notamment l'accord du 22 juin 1993 ;

Vu l'avenant du 15 décembre 2004 à l'article 17 de l'avenant « ouvriers, employés, techniciens, agents de maîtrise » à la convention collective sus-visée ;

Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires ;

Vu l'avis publié au *Journal officiel* du 22 mars 2005 ;

Vu les avis recueillis au cours de l'enquête ;

Vu l'avis motivé de la Commission nationale de la négociation collective (sous-commission des conventions et accords), recueilli suivant la procédure prévue à l'article R. 133-2 du code travail, rendu en sa séance du 29 juillet 2005,

Arrête :

Article 1^{er}

Sont rendues obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans le champ d'application de la convention collective de l'industrie des métaux du Bas-Rhin du 4 avril 1996, et à l'exclusion de la réparation d'appareils électriques pour le ménage non associée à un magasin de vente, les dispositions de l'avenant du 15 décembre 2004 à l'article 17 de l'avenant « ouvriers, employés, techniciens, agents de maîtrise » à la convention collective susvisée.

Article 2

L'extension des effets et sanctions de l'avenant susvisé est faite à dater de la publication du présent arrêté, pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par ledit avenant.

Article 3

Le directeur des relations du travail est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 10 février 2006.

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur des relations du travail,
J.-D. COMBRESSELLE

Nota. – Le texte de l'avenant susvisé a été publié au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2005/11, disponible à la Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix de 7,50 €.